Réjean Pelletier

Professeur, science politique, Université Laval

(1976)

“Les militants du R.I.N. et les autorités politiques québécoises”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Réjean Pelletier,

“*Les militants du R.I.N. et les autorités politiques québécoises*”. Un article
publié dans l’ouvrage sous la direction de Réjean Pelletier, *Partis politiques
au Québec* (pp. 247-271). Collection science politique Cahiers du Québec, n°
23. Montréal : Éditions Hurtubise HMH, ltée, 1976, 299 pp.

M. Réjean Pelletier est professeur au département de science politique de
l’Université Laval.

[Autorisation formelle accordée par l’auteur le 18 octobre 2004.]

Courriel : Rejean.Pelletier@pol.ulaval.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001
pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition complétée le 23 octobre 2004 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province
de Québec, Canada.

Table des matières

[Introduction](#)

1. [L'exigence de l'indépendance et les réponses des autorités](#)
2. [Les revendications socio-économiques et culturelles](#)
3. [Le soutien global des militants](#)

[Conclusion](#)

[Annexe](#)

Liste des tableaux

Tableau I	Raisons les plus importantes pour faire l'indépendance selon le degré de scolarité des militants (en pourcentages)
Tableau II	Action des partis « traditionnels » en faveur du nationalisme québécois, selon le lieu de résidence des militants rinistes (en pourcentages)
Tableau III	Contrôle du pouvoir politique par le pouvoir économique selon les groupes d'âge (en pourcentages)
Tableau IV	Satisfaction ou mécontentement des militants rinistes à l'égard des gouvernements Lesage et Johnson (en pourcentages)
Tableau V	Satisfaction ou mécontentement à l'égard des gouvernements Lesage et Johnson, selon le degré de scolarité des militants rinistes (en pourcentages)
Tableau VI	Satisfaction ou mécontentement à l'égard des gouvernements Lesage et Johnson, selon le lieu de résidence des militants rinistes (en pourcentages)

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Le Premier ministre Lesage déclarait devant l'Association des anciens du Collège universitaire de Toronto :

Il arrive souvent qu'on attribue au gouvernement du Québec tout le crédit de cette évolution positive (c'est-à-dire de la « révolution tranquille » et du développement économique de la province). Cela n'est pas entièrement exact car, si le gouvernement, dans les secteurs qui relèvent de sa juridiction immédiate, peut mettre de l'avant une politique de renouveau économique et social, il ne faut jamais oublier qu'il le fait, en réalité, à la demande du peuple de la province. Ainsi, le grand responsable de la révolution pacifique, c'est la population québécoise, dans ses éléments les plus actifs. Le gouvernement n'est que l'agent, mandaté par le peuple, à qui l'on a confié la tâche d'appliquer au Québec une véritable politique de grandeur nationale. ¹

Ces propos soulignent le rôle des autorités politiques « aux écoutes » de la population et font référence aux demandes que la communauté peut transmettre à ses gouvernants par différents canaux, dont les partis sont un élément essentiel dans notre type de société politique.

Easton définissait une demande comme « l'expression d'une opinion à l'effet qu'une décision impérative soit prise ou non sur un sujet particulier de la part de ceux qui sont habilités à le faire ». ² Les demandes sont le reflet de

¹ Des extraits de ce discours ont été reproduits dans *Le Devoir*, 2 juin 1962.

² David Easton, *A Systems Analysis of Political Life*, New York, John Wiley, 1965, p. 38. On peut aussi consulter son autre volume, *A Framework for Political Analysis*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1965. D'ailleurs, notre cadre d'analyse se fonde sur la pensée eastonienne.

changements qui surviennent dans l'environnement, en particulier le système social, ou dans le système politique lui-même.

Déjà filtrés à l'entrée du système par les gardes-barrières, entre autres les partis politiques, les « wants » sont convertis en demandes par ces mêmes partis qui peuvent aussi les combiner ou en réduire le nombre. Mais les partis vont aussi s'employer, à l'occasion, à susciter des besoins et des désirs nouveaux qui seront, par la suite, transmis comme demandes aux autorités politiques. Un parti comme le R.I.N. s'est souvent consacré à cette tâche, faisant naître des besoins nouveaux dans la population ou assignant au système des objectifs que les autorités en place ne considéraient pas comme prioritaires.

Dans un système politique, le « stress » peut être causé par l'érosion du soutien ou par la surcharge des demandes, les deux étant d'ailleurs étroitement reliées. Cette surcharge peut être à la fois quantitative et qualitative. La surcharge quantitative fait référence au nombre, au volume global des demandes dans le système politique, alors que la surcharge qualitative s'applique au contenu même de la demande. Dans le cas du R.I.N., ces deux formes ont pu se retrouver à un moment ou l'autre de l'existence du parti. Mais la surcharge quantitative étant difficilement mesurable, nous allons plutôt nous arrêter à la surcharge qualitative, c'est-à-dire au contenu des principales exigences formulées par le R.I.N.

Mais une demande appelle normalement une réponse, c'est-à-dire une réaction des autorités politiques aux exigences déjà formulées de façon à s'adapter aux changements survenus dans l'environnement ou dans le système politique lui-même. Il peut aussi arriver que le refus de répondre de la part des autorités soit présenté comme une réponse à certaines demandes. D'ailleurs, la non-réponse des autorités peut parfois s'interpréter comme un délai que celles-ci s'accordent, afin de pouvoir satisfaire plus tard certaines exigences d'une façon adéquate.

En analysant l'action du R.I.N. dans le système politique québécois, nous allons nous attacher aux relations entre le R.I.N. et les autres partis politiques en tant que partis au pouvoir s'incarnant dans des autorités facilement identifiables au niveau de la décision, c'est-à-dire du gouvernement. Dans le régime politique québécois, les autorités en place sont issues du parti majoritaire si bien que la population identifie autorités politiques et parti au pouvoir et que, pour elle, un changement de gouvernement entraîne tout simplement un changement de parti au pouvoir. C'est pourquoi nous analyserons brièvement les réponses des différentes autorités politiques au cours des années 1960-68 au moment où existait le R.I.N.

Face aux exigences de ce parti, les autorités du système ont pu s'employer à y répondre de façon à s'adapter aux conditions changeantes du milieu québécois et surtout à la situation particulière engendrée par la création d'un parti indépendantiste. L'adaptation suppose que les autorités agissent, par leurs

décisions, à la fois sur les demandes et sur les soutiens, les deux étant étroitement reliés. Répondant aux demandes afin de stimuler des soutiens, les autorités cherchent ainsi à s'adapter à des situations nouvelles.

Selon les réponses des autorités, les membres pourront apporter ou non leur soutien à ces autorités et à tout le système. Le soutien, en effet, dépend des réponses des autorités et de la perception qu'en ont les membres du système. Si ceux-ci les jugent conformes à leurs exigences ou, tout au moins, susceptibles de satisfaire une partie de leurs revendications, ils pourront apporter leur soutien aux autorités et, par là, à tout le système. Ce soutien pourra prendre la forme d'actions ou de déclarations en leur faveur. Dans le cas du R.I.N., les prises de position en faveur des autorités et du système ont été plutôt rares - elles ont le plus souvent fait place à la critique.

Mais le soutien peut aussi prendre la forme d'une attitude ou d'une orientation favorable à l'égard des autorités, du régime ou de la communauté. C'est ainsi que la satisfaction ou le mécontentement à l'égard de l'action gouvernementale devient un indice du soutien aux autorités.

Bref, les demandes (exigences) du R.I.N. ou de ses militants³ furent présentées aux autorités du système politique québécois afin d'être converties en réponses. Ces réponses devaient normalement provoquer des soutiens de la part des militants du parti. C'est précisément cette dynamique demandes-réponses-soutiens qui constitue l'armature conceptuelle de cette étude.

³ Pour nous, dans le cas du R.I.N., nous définissons le militant comme celui qui s'identifie au parti et à sa cause et qui consacre une partie de son temps et de son énergie à l'avancement de ce parti et de cette cause (même sous la seule forme d'une contribution monétaire annuelle). Cette définition s'apparente à celle de Maurice Duverger (mais sans y correspondre exactement) dans *Les partis politiques*, Paris. A. Colin, 7e éd., 1969. pp. 133-140. En ce qui concerne l'échantillon lui-même, voir l'annexe à la fin de l'article.

1.

L'exigence de l'indépendance et les réponses des autorités

[Retour à la table des matières](#)

Le R.I.N. - par la voix de ses militants - s'est défini comme « le parti politique québécois voué à la décolonisation du Québec par la création d'un état souverain ». Ces militants - qui sont aussi le parti - ont exprimé des positions qui traduisent leurs propres conceptions de la politique québécoise en même temps qu'elles reflètent la pensée du parti. Nous pouvons donc analyser leurs positions devant l'indépendance du Québec, à la fois comme des exigences formulées à leur propre parti et comme des revendications présentées aux autorités politiques par les militants comme groupe représentant le parti, surtout lorsque ces exigences reflètent la pensée du R.I.N. et résultent d'une socialisation à l'intérieur du parti. Dans cette éventualité, les revendications des militants sont aussi celles du parti puisqu'elles sont le reflet de sa pensée. C'est le cas qui nous intéresse ici.

Pour 83.2% des militants du R.I.N., l'indépendance du Québec est plus importante que les problèmes économiques, sociaux et culturels, contre seulement 13.6% qui sont d'avis contraire, les autres refusant de répondre.

Ces réponses traduisent certes la volonté d'assurer l'indépendance politique du Québec, ce qui est une exigence propre à tous les militants du R.I.N., mais elles résultent aussi d'une socialisation politique des membres à l'intérieur du parti. En d'autres termes, si les militants du R.I.N. souhaitent aussi fortement l'indépendance du Québec, c'est qu'ils ont été imprégnés de la doctrine du parti, en plus d'être eux-mêmes convaincus de cette nécessité. Il devient donc difficile de départager l'influence respective de chaque facteur - conviction intérieure des militants et apprentissage d'un credo politique - sur cette volonté d'obtenir l'indépendance du Québec.

Nous avons aussi cherché à connaître la raison la plus importante pour faire l'indépendance du Québec. Si la majorité (57.7%) a opté pour la raison économique (pouvoir être maître de son économie et développer le Québec comme on le veut), plus du quart (27.7%) a choisi la raison politique (avoir sa propre constitution et son indépendance politique). Si l'on établit une relation entre ces résultats et la scolarité des militants, on peut constater que plus on est scolarisé, plus on s'attache aux problèmes économiques et qu'à l'inverse,

moins on est scolarisé, plus on s'attache aux problèmes constitutionnels, ce que nous montre le tableau 1.

Il semblerait donc que, chez les militants rinistes, plus on est instruit, plus on prend conscience que la seule indépendance politique ne peut régler tous les problèmes et que, si l'on veut l'indépendance, c'est précisément pour la dépasser en s'attaquant aux problèmes économiques. En définitive, ces militants ne recherchent pas l'indépendance pour l'indépendance, mais la considèrent plutôt comme un moyen qui permettrait aux Québécois de régler leurs problèmes économiques.

Tableau 1

*Raisons les plus importantes pour faire l'indépendance
selon le degré de scolarité des militants (en pourcentages)*

<i>Raisons de l'indépendance.</i>	<i>Scolarité</i>			
	<i>10 ans ou moins</i>	<i>Secondaire Technique Spécialisé</i>	<i>Collégial/Brevet d'enseign./B.A. et équivalent</i>	<i>Diplôme univ. supér. au B.A.</i>
<i>Raison économique</i>	28.6	57.8	64.8	65.4
<i>Raison politique</i>	42.8	28.9	22.2	23.1
<i>Autres raisons et ne répond pas</i>	28.6	13.3	13.0	11.5
<i>Total</i>	100.0	100.0	100.0	100.0
<i>N =</i>	(28)	(83)	(54)	(52)

Le R.I.N. a voulu propager l'idée de l'indépendance dans la population québécoise et l'engager à épouser cette cause. Se situant dans une optique électorale, le parti a cherché à convaincre la majorité de la population afin d'obtenir le pouvoir politique et faire ainsi l'indépendance au Québec. Pour le R.I.N., le problème se situait donc d'abord au Québec, au sein même de la population.

C'est ce qu'avaient perçu les militants lorsque, dans leur grande majorité (73.6%), ils affirment que le plus grand obstacle à l'indépendance du Québec provient d'une bonne partie des Canadiens français eux-mêmes, suivi du gouvernement d'Ottawa (8.2%), des Canadiens anglais du Québec (6.4%), du gouvernement du Québec (3.2%) et des Canadiens anglais des autres provinces (0.5%). C'est donc dire que le travail du R.I.N. devait se situer avant tout au niveau de la population francophone du Québec ou, plus concrètement, au niveau des électeurs, puisque « l'indépendance se fera d'elle-même lorsque la majorité du peuple québécois la voudra vraiment ».

Il va sans dire que cette indépendance n'était pas présentée comme une « promesse de paradis », mais comme un effort constant pour l'amélioration

du sort des Québécois. L'indépendance étant un moyen, elle ne pouvait servir de panacée à tous les problèmes. Comme le soulignait le journal du parti :

L'Indépendance du Québec ne réglera pas ces problèmes (taux élevé de chômage, faible niveau de vie des Québécois par rapport au reste de l'Amérique du Nord...) du jour au lendemain, c'est bien sûr. Mais l'Indépendance nous donnera ce moyen essentiel qui nous permettra de vivre au même rythme que l'Amérique du Nord. L'Indépendance nous permettra de planifier notre économie, de contrôler la monnaie, la douane, etc., c'est-à-dire toutes choses essentielles à un état moderne. ⁴

Mais une exigence appelle normalement une réponse. C'est ainsi que les militants du R.I.N. ont pu percevoir les réponses des autorités, les confronter à leurs propres exigences pour en dégager une certaine forme de soutien ou de non-soutien à ces autorités ou aux autres composantes du système. Ainsi, face à l'exigence de l'indépendance, les militants ont pu discerner les positions adoptées par les autorités politiques québécoises qui ont refusé d'accepter l'indépendance pour le Québec, tout en s'en servant comme moyen de pression ou de marchandage auprès des autorités fédérales, afin d'obtenir plus de pouvoirs pour leur province.

Ainsi, après avoir posé le problème de l'existence même de la Confédération, ⁵ le Premier ministre Lesage exigeait une réforme majeure du fédéralisme canadien de façon à satisfaire les aspirations du Québec. Dans l'esprit du chef libéral, le nouveau type de fédéralisme qu'il préconisait devait être suffisant pour assurer la reconnaissance du statut distinct du Québec et de son droit à être différent des autres provinces, sans pour autant quitter la Confédération, comme le demandaient les indépendantistes. Ce que voulait avant tout le gouvernement libéral de cette époque, c'est que le Québec ait les moyens d'assurer lui-même à la fois son progrès économique et son progrès culturel. Pour ce faire, il n'avait nullement l'intention de séparer l'État du Québec du reste du Canada, même si, à l'occasion, il aimait rappeler la menace de l'indépendance pour appuyer ses revendications.

Certes, les propos que tenait alors le Premier ministre Lesage (et même son ministre des Richesses naturelles, René Lévesque) ne prouvent pas nécessairement une influence directe du R.I.N. sur les réponses des autorités libérales. Ils sont aussi le signe d'une convergence des aspirations du R.I.N. et de celles des principaux leaders libéraux qui ont su reconnaître le nationalisme du Québec comme l'une des valeurs fondamentales du système politique québécois et traduire ce nationalisme dans des revendications économiques et fiscales auprès des autorités fédérales.

Mais un pas nouveau est franchi lorsque l'on passe du nationalisme à l'indépendantisme. Sans l'existence du R.I.N., les autorités québécoises n'auraient pu rappeler au pouvoir central la menace que constituait l'indépendance. C'est

⁴ *L'Indépendance* (journal du R.I.N.), vol. 6, n° 5, 16-31 décembre 1967.

⁵ Par exemple, dans un discours prononcé au Congrès des affaires canadiennes en novembre 1961 (voir *Le Devoir*, 20 novembre 1961) et à Charlottetown (voir *Le Devoir*, 4 février 1963).

parce qu'il existait un tel mouvement que le gouvernement québécois a pu s'en servir pour appuyer ses revendications auprès des autorités fédérales, tout en cherchant à contrer la montée de l'indépendantisme à l'intérieur du Québec.

Cependant, au cours des dernières années de la « révolution tranquille », le Parti Libéral au pouvoir a concentré de plus en plus ses attaques, au plan intérieur québécois, contre le R.I.N. et l'idéal qu'il incarnait.⁶ Tout se passe, en effet, comme si le gouvernement libéral voulait toujours se servir de l'aiguillon séparatiste face au pouvoir central, tout en étant effrayé par les forces que pouvait soulever l'indépendantisme au Québec.

Déjà, en 1965, s'adressant aux membres du Cercle canadien des femmes journalistes, le Premier ministre Lesage prononçait un violent réquisitoire contre les séparatistes québécois et, en particulier, contre les extrémistes qu'il qualifiait de « rêveurs dangereux, rêveurs qui prennent des symptômes de leur refoulement pour un idéal, leur violence pour de la force et leur barbe pour de la virilité ». À ces « rêveurs infantiles », à ces « farfelus qui cogitent gravement en caressant la toundra de leur menton et qui nous donnent des leçons de fierté nationale », il préférait donner la réplique de ses propres réalisations, ajoutant que « le nationalisme séparatiste s'occupe des symptômes au lieu de s'attaquer aux causes ».⁷ En assimilant les séparatistes québécois à des « rêveurs infantiles », le Premier ministre Lesage cherchait à minimiser l'importance de ceux qui réclamaient l'indépendance du Québec. Ainsi, le gouvernement pouvait justifier son refus de satisfaire cette exigence venant de « rêveurs dangereux ».

Sans atteindre cette violence de ton, le chef libéral s'est plus d'une fois attaqué aux séparatistes au cours de la campagne électorale de juin 1966. Devant les étudiants du séminaire de Ste-Thérèse, il soutenait que « l'indépendance est le danger le plus grave et le plus effroyable qui soit pour le Québec actuellement, pour notre langue et nos traditions ».⁸ À Chicoutimi, invitant les jeunes à « noyauter » le Parti Libéral, il dénonçait ceux qui, voulant tromper la jeunesse « afin d'instaurer leur phénomène de retour en arrière, n'hésitent pas à dire que nous nous tenons dans une attitude servile vis-à-vis d'Ottawa ... ». « Rien que ce mensonge », concluait-il, « devrait vous prouver que l'on cherche à vous tromper ».⁹

En somme, si le chef du gouvernement durcissait ses positions devant le pouvoir central en réclamant un statut particulier pour le Québec, il cherchait en même temps à contrer la « menace » séparatiste en s'y opposant avec force.

⁶ Il suffit de relire le discours du Premier ministre Lesage reproduit dans *Le Devoir* du 14 juin 1965 et surtout ceux qu'il a prononcés au cours de la campagne électorale de mai-juin 1966 (*Le Devoir*, 3 mai 1966, 30 mai 1966 etc.).

⁷ Propos rapportés par *Le Devoir*, 14 juin 1965.

⁸ *Le Devoir*, 3 mai 1966.

⁹ *Le Devoir*, 30 mai 1966.

Toutefois, la « menace » de l'indépendance, brandie à l'occasion par le Premier ministre Lesage, ne prenait pas pour lui le même sens que pour le chef de l'Union Nationale qui opposait l'indépendance à l'égalité. Au contraire, le chef libéral n'a jamais songé à adopter la thèse de l'indépendance pour son parti, alors que le chef de l'Union Nationale, au cours de ces années (Daniel Johnson), a réclamé l'indépendance du Québec si l'égalité ne pouvait être assurée.¹⁰

Mais, ce qu'il importe de souligner, ce n'est pas tant l'impact réel des réponses des autorités politiques sur les circonstances ou les conditions entourant le parti, que la façon dont le parti ou ses membres, à travers leur identification au parti, perçoivent et interprètent les réponses comme stimuli pour la mobilisation des soutiens et la satisfaction des demandes. En d'autres termes, ce qui est expérimenté dans le système et ce qui est perçu directement ou d'une façon médiatisée, confronté à ce qui est attendu comme *outputs* des autorités, va produire la réponse des membres à ces *outputs*, sous la forme de soutien ou non-soutien à ces autorités, au régime ou à la communauté.

Dans la dynamique demande-réponse-soutien sur le seul plan constitutionnel, nous avons analysé jusqu'ici, face à l'exigence de l'indépendance du Québec, certaines décisions ou prises de position des autorités politiques québécoises. Ces actions et ces déclarations ont suscité parfois un appui de la part du R.I.N. ou, le plus souvent, une critique acerbe à l'égard des gestes posés ou des décisions prises.

Si les autorités québécoises n'ont pas voulu satisfaire l'exigence de l'indépendance, par contre, elles ont pu contribuer au développement du nationalisme québécois, l'un des fondements majeurs de l'indépendantisme. Il convient donc d'analyser la position des militants rinistes face au nationalisme des gouvernements libéral et unioniste. Ainsi, invités à choisir entre le Parti Libéral et l'Union Nationale, 35.9% des militants croient que le Parti Libéral a le plus fait avancer la cause du nationalisme au Québec, contre 31.8% en faveur de l'Union Nationale.¹¹ Par contre, 25.9% des militants estiment qu'aucun de ces deux partis n'a fait avancer la cause du nationalisme québécois (6.4% ne répondent pas ou formulent une autre réponse, N = 220).

Ce qui veut donc dire que l'appui manifesté par le R.I.N. aux premières initiatives de la « révolution tranquille » tend à s'effacer peu à peu avec les années, pour se confondre dans une même perception des autorités en place. On pourrait croire aussi que les militants du R.I.N. ont soutenu davantage les décisions économiques du gouvernement Lesage que ses prises de position

¹⁰ On peut consulter, entre autres, les discours reproduits dans *Le Devoir* du 17 janvier 1962, du 18 janvier 1963, du 17 septembre 1963, et surtout du 15 septembre 1966 et du 28 novembre 1967.

¹¹ Il faut souligner que, pour quelques-uns, cette question a pu paraître ambiguë. Selon quelques militants, en effet, le nationalisme québécois a progressé non pas par suite d'une action positive du Parti Libéral, mais plutôt en réaction à des actions négatives posées par ce parti.

constitutionnelles, surtout au moment où il s'attaquait durement aux indépendantistes, alors que ce serait l'inverse pour le gouvernement Johnson. C'est pourquoi, sur le plan du nationalisme, les militants du R.I.N. perçoivent ces deux gouvernements à peu près de la même façon, alors que, normalement, on aurait pu s'attendre à un plus fort pourcentage en faveur du Parti Libéral, puisqu'il a reçu l'appui du R.I.N. à certaines occasions, en particulier durant les premières années de la « révolution tranquille ».

Si l'on tient compte du lieu de résidence, on peut constater que le Parti Libéral l'emporte aussi bien à Montréal qu'en province, alors que l'Union Nationale rallie plutôt les suffrages des militants de la région métropolitaine de Montréal. Par contre, c'est plutôt en province que les militants du R.I.N. estiment qu'aucun de ces deux partis n'a fait avancer la cause du nationalisme au Québec, ce que nous montre le tableau 2.

Cependant, en réponse à une autre question, 15.5% des militants rinistes croient que le Parti Libéral, lorsqu'il était au pouvoir à Québec, a défendu la plupart du temps les positions du Québec face à Ottawa, 63.6% estiment qu'il l'a fait à quelques occasions, et seulement 16.4% des militants affirment que le parti n'a jamais défendu les positions du Québec face à Ottawa. Ce qui vient donc atténuer notre conclusion précédente : ce ne sont pas seulement les initiatives économiques du gouvernement Lesage qui entraînent l'adhésion des militants, mais aussi les revendications du gouvernement libéral face à Ottawa et donc, son action politique.

Tableau 2

Action des partis « traditionnels » en faveur du nationalisme québécois, selon le lieu de résidence des militants rinistes (en pourcentages)

Partis	Lieu de résidence	
	Montréal et banlieue	Ailleurs en province
Parti Libéral	36.7	37.0
Union Nationale	35.8	26.1
Aucun des deux	20.8	31.5
Autres réponses et ne répondent pas	6.7	5.4
Total	100.0	100.0
N =	(120)	(92)

En somme, au cours de son existence, le R.I.N. a incarné, aux yeux de la population québécoise, l'idéal de l'indépendance. Le parti s'est d'abord attaché à répandre cette idée et à la faire accepter, en exploitant avant tout les griefs que les Québécois pouvaient entretenir à l'encontre du fédéralisme canadien, de façon à faire baisser les soutiens à l'égard des autorités centrales, du régime

fédéral et même de la communauté canadienne et ainsi rendre indispensable l'indépendance politique du Québec.

Par la suite, surtout lorsqu'il est devenu parti politique, le R.I.N. a concentré ses attaques contre le gouvernement québécois puisque, comme parti, c'est à Québec qu'il entendait prendre le pouvoir. Là encore, en exigeant sans cesse l'indépendance et en provoquant ainsi une surcharge dans le système, le R.I.N. a cherché à saper les soutiens à l'endroit des autorités québécoises et de certaines valeurs du système, tout en acceptant cependant de se soumettre au verdict électoral pour accéder au pouvoir.

Mais les autorités politiques ont aussi tenté de répondre à cette exigence de l'indépendance et de la satisfaire, du moins partiellement. Ainsi, tous les partis ont embrassé la cause du nationalisme québécois et cherché à défendre les intérêts du Québec face au gouvernement central. C'est ce que soulignait, dès 1963, Guy Pouliot, alors président du R.I.N. :

Si, aujourd'hui, tous les groupes grands ou petits, voire même les partis politiques traditionnels, s'identifient de plus en plus au nationalisme, c'est la conséquence de l'action efficace du Rassemblement pour l'Indépendance Nationale. Sans son travail, il ne serait même pas venu à l'idée de ces organismes d'avoir le moindre rapport avec l'idéal nationaliste.¹²

Sans accepter totalement cette déclaration, on peut affirmer que, du moins sur le plan constitutionnel, le R.I.N. a forcé les partis et les groupes à prendre position et à se situer par rapport à lui, même si d'autres facteurs, comme la « révolution tranquille » ou le simple jeu électoral, ont pu aussi jouer.

¹² Dans un article intitulé « L'idéal nationaliste a acquis un sens nouveau ». *L'Indépendance*, vol. 1. n° 12, novembre-décembre 1963.

2.

Les revendications socio-économiques et culturelles

[Retour à la table des matières](#)

Mais le R.I.N. a aussi tenté de donner un contenu économique, social et culturel à cette indépendance. « L'indépendance en soi », rappelait Pierre Bourgault, « ça ne veut rien dire; pour créer un milieu où nous pourrions vivre pleinement, il faut que l'indépendance s'accompagne de la révolution sociale, dans le sens d'une amélioration profonde des cadres sociaux actuels ». ¹³

Face à la recherche du progrès économique et à la volonté d'épanouissement culturel, la position des militants, dans l'ensemble, est à peu près identique à celle des dirigeants du parti. Nous avons déjà souligné l'attention accordée aux questions économiques par les militants, puisque la majorité d'entre eux (57.7%) affirme que la raison la plus importante pour faire l'indépendance est de « pouvoir être maître de son économie et développer le Québec comme on le veut ». L'importance accordée à cette raison s'accroît avec le niveau de scolarité des militants (voir le tableau 1).

De même, les militants apportent leur appui au programme du parti sur la question des investissements étrangers et de la participation des ouvriers aux profits, tout en exprimant, en même temps, une revendication précise pour les autorités politiques québécoises. En effet, 94. 1% d'entre eux estiment que « l'on devrait encourager les investissements étrangers au Québec dans la mesure où ils se conformeraient aux directives du gouvernement » et 92.7% soutiennent que « l'on devrait encourager la participation des ouvriers aux profits et à la propriété des entreprises ».

Devant le problème de l'intervention de l'État dans la vie économique québécoise, les militants dans l'ensemble (88.6%) estiment que « l'État devrait intervenir dans la vie économique du Québec afin d'assurer une meilleure égalité entre les revenus des individus », contre 6.4% seulement qui sont d'avis contraire, les autres étant sans opinion ou refusant de répondre. Il est difficile d'interpréter ce résultat sur la seule base des données recueillies. Toutefois, l'idée exprimée est certainement une idée « de gauche », du moins dans la conjoncture économique québécoise et nord-américaine ; cependant, sa portée « radicale » ou « progressiste » est atténuée par le fait qu'aujourd'hui la majorité de la population, surtout au Québec depuis la « révolution tran-

¹³ *Le Devoir*. 4 mars 1963.

quille », semble accepter et parfois souhaiter une intervention de l'État pour assurer une meilleure distribution du revenu entre les individus.

En exigeant une plus grande intervention de l'État, les militants se situent dans la ligne de leur parti sur le plan économique. En d'autres termes, s'ils appuient la position de leur parti sur ce sujet, ils exigent aussi que l'État intervienne dans la vie économique de la nation, comme l'a fait le R.I.N. à plusieurs occasions. Ce que soulignait déjà un projet de manifeste du parti :

La société du vingtième siècle ne considère plus l'État comme un mal nécessaire, dont les interventions devraient par conséquent être aussi peu fréquentes que possible. Elle voit au contraire en lui un instrument indispensable pour atteindre l'idéal de plein emploi, de justice, d'égalité et de bien-être social qu'elle s'est fixé. ¹⁴

Cette position correspond à la philosophie économique du Parti Libéral, telle qu'exprimée dans le préambule de son programme politique de 1966 : « Le Parti Libéral du Québec », y lit-on, « croit que l'État québécois est l'instrument principal de l'émancipation et du progrès de notre peuple. C'est à lui de mettre en marche et de coordonner les indispensables politiques de développement économique et social ». ¹⁵

On retrouve donc une certaine identité de vues entre le R.I.N. et le Parti Libéral face à cette volonté d'intervention étatique dans l'économie québécoise, bien que le vocabulaire employé soit parfois différent. Si le R.I.N. consent à parler de socialisme alors qu'il le conçoit plutôt comme un capitalisme d'État, le Parti Libéral préfère parler du rôle d'émancipation et de coordination de l'État québécois.

Pour compléter ce rapide tableau de la pensée économique des militants rinistes, nous avons posé une question sur les rapports entre le pouvoir politique et le pouvoir économique qui se formulait comme suit : « Au Québec, ce sont les gros financiers qui contrôlent la politique et les politiciens ne sont que des marionnettes entre leurs mains ». 9.1% des militants affirment que c'est vrai pour les politiciens de toutes les tendances, 77.3% croient que c'est moins vrai pour les politiciens indépendantistes que pour les autres, 3.6% estiment que ce n'est généralement pas vrai pour la plupart des politiciens, alors que 6.8% ont ajouté une catégorie nouvelle aux choix offerts, à savoir que ce n'est pas vrai pour les politiciens indépendantistes.

Si l'on recoupe ces données avec l'âge, on constate que plus on est jeune, plus on croit que c'est vrai pour la plupart des politiciens et que plus on est vieux, plus on pense que ce n'est pas vrai pour les seuls politiciens indépendantistes ; d'autre part, on retrouve à peu près le même pourcentage de gens, dans les différents groupes d'âge, estimant que c'est moins vrai pour les politiciens indépendantistes que pour les autres (voir le tableau 3).

¹⁴ *Manifeste du R.I.N.*, étude présentée par le comité politique au Conseil central du R.I.N., le 9 avril 1966, p. 2. Document du parti.

¹⁵ *Québec en marche*. Préambule du programme politique. p. 3.

D'ailleurs, dans sa critique des politiques économiques des gouvernements en place, le R.I.N. leur reprochait également d'être inféodés aux puissances financières et de se montrer incapables d'agir par peur de déplaire à certains groupes économiques. Les militants, par ces réponses, rejoignent donc la politique du parti qui se refusait à accorder son soutien à des autorités soumises à la « puissance de l'argent ».

Dans l'ensemble, la position des militants s'inspire de la philosophie économique de leur parti, axée surtout sur la planification et sur la distribution du revenu, au besoin sur la nationalisation et la création d'entreprises d'État. D'ailleurs, la reconnaissance par le R.I.N. de trois niveaux de décision -État, patronat et syndicats - appelés à collaborer à l'élaboration et à l'exécution du plan, montre bien que le parti n'entendait pas transformer d'une façon radicale les structures économiques existantes et que, tout au plus, pouvait-il se définir comme « social-démocrate ». Ce faisant, le R.I.N. n'a pas cherché à saper très profondément les soutiens à l'égard des normes socio-économiques dominantes du système politique québécois.

Par contre, le R.I.N. attendait une réponse positive des autorités gouvernementales à ses exigences socio-économiques. C'est pourquoi il a appuyé la nationalisation de l'électricité qui correspondait à une recommandation inscrite dans ses premiers programmes et a félicité le gouvernement Lesage lorsque celui-ci a annoncé l'émission prochaine d'obligations d'épargne du Québec, tout en lui rappelant que le R.I.N. avait adopté une résolution en ce sens à son congrès d'octobre 1961.¹⁶

Tableau 3

*Contrôle du pouvoir politique par le pouvoir économique
selon les groupes d'âge (en pourcentages)*

Pouvoir politique et économique	Groupes d'âge			
	25 ans et moins	26-35 ans	36-50 ans	plus de 50 ans
Vrai pour tous les politiciens	14.8	10.3	4.5	9.1
Moins vrai pour politiciens indép.	77.8	76.5	77.3	77.3
Pas vrai pour la plupart des politiciens	5.6	4.4	3.0	0.0
Pas vrai pour polit. indép.	1.8	5.9	9.1	13.6
Ne répondent pas	0.0	2.9	6.1	0.0
Total	100.0	100.0	100.0	100.0
N =	(54)	(68)	(66)	(22)

¹⁶ Voir *L'Indépendance*, vol. 1, no 2, novembre 1962 et vol. 1, n° 5, février 1963.

Cependant, même si ces réalisations du Parti Libéral correspondaient à des exigences du R.I.N., elles ne résultaient pas nécessairement d'une influence du parti et de ses militants sur les autorités politiques québécoises : d'autres facteurs ont pu jouer, comme la volonté d'affirmation et d'émancipation du Québec. Il devient donc difficile d'établir une relation entre les exigences du R.I.N. et de ses militants et les réponses des autorités libérales ou unionistes dans le domaine socio-économique. À ce niveau, en effet, les réponses du Parti Libéral, par exemple, proviennent autant, sinon plus, d'une volonté bien arrêtée de mettre de l'avant une politique sociale et économique proprement québécoise que des pressions de l'extérieur ayant leur source dans différents mouvements ou partis politiques. Ce qui signifie que les politiques socio-économiques mises de l'avant par le gouvernement libéral ne cherchent pas toutes à « répondre » à des demandes bien précises mais, pour une large part, sont le fruit des auteurs de la « révolution tranquille ».

Bref, le R.I.N. a, la plupart du temps, vigoureusement critiqué les politiques économiques des autorités en place, surtout du gouvernement unioniste, même s'il a pu en appuyer à l'occasion certaines initiatives isolées. C'est que le R.I.N. et ses militants réclamaient une plus grande intervention de l'État dans les affaires économiques et sociales, alors que les partis au pouvoir, en particulier l'Union Nationale, s'en remettaient trop souvent à l'initiative privée. C'est ce que rappelait Pierre Bourgault, en janvier 1967, au chef de l'Union Nationale : « Dans le domaine économique, alors que nous devrions assister à une action rigoureuse de l'État québécois en cette période difficile, M. Johnson préfère se fier au laisser-aller de l'entreprise privée, étrangère par surcroît ».¹⁷

Par contre, il est plus facile d'établir une relation entre les exigences du R.I.N. et de ses militants et les réponses des autorités politiques sur le plan culturel que dans le domaine socio-économique. C'est surtout sur la question linguistique que nous pouvons le plus facilement établir cette liaison dynamique entre exigences et réponses.

Comme c'est peut-être sur le plan culturel que s'affirme le plus la « spécificité » québécoise, les dirigeants du R.I.N. avaient compris qu'il fallait se montrer intransigeants dans le domaine linguistique si le Québec voulait préserver son identité.

Ainsi, parmi les différentes résolutions adoptées au congrès national d'octobre 1961, l'une d'elles concerne l'unilinguisme français et se lit comme suit : « Une fois l'indépendance instaurée, seule la langue française sera officielle au Québec. En attendant, le gouvernement du Québec devrait dès maintenant se proclamer unilingue français, tout comme les gouvernements des autres provinces sont unilingues anglais » (résolution n° 19). Le program-

¹⁷ Voir *L'Indépendance*, vol. 5, n° 8, 15-28 février 1967.

me politique de 1964 réaffirmait cette option, de même que le journal du parti qui consacrait un numéro spécial à ce problème en mai 1968.¹⁸

Au cours de son existence, le R.I.N. a souvent rappelé les liens étroits qui existent entre l'unilinguisme français et le système d'éducation au Québec. Pierre Bourgault soulignait, à cet effet, que « le système d'éducation est le meilleur moyen d'assimilation » des éléments anglophones du Québec et des immigrants qui viennent s'y installer et qu'il est impossible « de donner à notre minorité anglophone un système d'éducation complet dans sa langue sans la voir immédiatement exiger toutes les institutions parallèles qui lui permettront de vivre dans cette langue ». ¹⁹

Dans cet esprit, le programme du R.I.N. préconisait l'établissement d'un système complet d'enseignement public qui soit exclusivement de langue française et qui, « seul ait droit aux subventions de l'État » (recommandation 115, programme de 1966-67). C'est de cette façon que le R.I.N. entendait promouvoir, au niveau de l'enseignement, la diffusion du français, mais sans exclure la possibilité d'établir des écoles de langue anglaise non subventionnées par l'État.

De leur côté, les militants se sont montrés aussi intransigeants sur cette question que leurs dirigeants. En effet, ils affirment, à une forte majorité (95.4%), que la seule langue officielle au Québec devrait être le français, contre 2.3% seulement qui s'y opposent, les autres refusant de répondre. De même, 91.4% des militants croient « qu'à leur arrivée au Québec, tous les immigrants devraient apprendre le français » et 78.2% estiment que, « dans toutes les entreprises au Québec, on devrait parler le français seulement ».

Par contre, 49.1% seulement des militants pensent que, « dans toutes les écoles du Québec (y compris les écoles privées), on devrait enseigner en français seulement », contre 40.9% qui s'y opposent. La position de ces derniers n'entre pas en contradiction avec le programme du parti qui ne fait mention que du système public, laissant entendre que le système privé pourrait opter pour la langue de son choix.

Dans l'ensemble, les militants sont fidèles à la ligne du parti sur la question de l'unilinguisme, même s'ils sont partagés sur le problème de la langue d'enseignement, en particulier dans le secteur privé.

On voit donc que le R.I.N. - tant par la voix de ses dirigeants que de ses militants - a toujours prôné l'unilinguisme français au Québec, mais les partis au pouvoir s'y sont toujours opposés avec fermeté.

Dès 1963, René Lévesque s'opposait à l'unilinguisme au Québec

¹⁸ Voir *L'Indépendance*, vol. 6, n° 14, 16-31 mai 1968.

¹⁹ Dans un éditorial intitulé « L'unilinguisme français », *L'Indépendance*, vol. 6, n° 14, 16-31 mai 1968.

« Imposer actuellement l'unilinguisme », disait-il, « ça me paraîtrait aller plus vite que la réalité, ça risquerait de demeurer artificiel ». ²⁰ Il préférerait plutôt établir la « priorité » du français par « tous les moyens légitimes », mais sans imposer l'unilinguisme français à la minorité anglophone du Québec. De même, au cours de la campagne électorale de 1966, le Premier ministre Lesage rappelait l'engagement pris par son parti de revaloriser la langue française et de lui donner un statut nettement prioritaire de façon à ce qu'elle devienne, au Québec, « la principale langue de travail et de communication ». ²¹

De même, l'Union Nationale s'est toujours opposée à l'unilinguisme français, comme le préconisait le R.I.N., pour proposer plutôt une formule qui ferait du français la « langue d'usage ». Ce qui correspond à la pensée du parti telle que formulée dans son programme politique de 1966, lequel soulignait la nécessité de conférer au français « le rang et le prestige d'une véritable langue nationale », tout en reconnaissant l'existence de deux langues officielles au Québec. ²²

Dans l'ensemble, les autorités en place se sont fortement opposées à la politique de l'unilinguisme français préconisée par le R.I.N. et ses militants, tout en cherchant des solutions de compromis sous forme de « français prioritaire » ou de « français, langue d'usage ». On pourrait donc croire que, du moins dans le domaine linguistique (comme aussi au plan constitutionnel), les revendications du R.I.N. et de ses militants ont forcé les partis au pouvoir à se situer par rapport aux exigences rinistes et à élaborer des politiques qui seraient la réponse des autorités à des revendications précises. En ce sens, on pourrait affirmer que le R.I.N. - appuyé en cela par d'autres organismes - a servi de catalyseur à la politique québécoise, du moins dans les domaines constitutionnel et linguistique.

²⁰ *Le Devoir*, 4 novembre 1963.

²¹ Extrait du programme politique du Parti Libéral du Québec, avril 1966, p. 16.

²² *Objectifs 1966 de l'Union Nationale*. Programme politique du parti, p. 11.

3.

Le soutien global des militants

[Retour à la table des matières](#)

Au cours de notre étude, nous avons fait ressortir à l'occasion la position des militants rinistes face à l'action des autorités politiques, en particulier face au nationalisme des gouvernements Lesage et Johnson (tableau 2).

Le soutien peut aussi prendre la forme d'attitudes ou d'orientations à l'égard de ces autorités. C'est ce que nous voulons d'abord analyser dans cette section en nous appuyant sur des attitudes favorables ou non des militants rinistes à l'égard des autorités politiques québécoises, pour nous arrêter ensuite à un comportement concret : le vote de 1962.

Dans cette optique, la satisfaction ou le mécontentement des militants à l'endroit des gouvernements Lesage et Johnson est un indice important de l'appui ou du non-soutien que les militants ont pu apporter à ces gouvernements. C'est ce que nous montre le tableau 4.

Si les deux tiers des militants expriment leur satisfaction à l'endroit du gouvernement Lesage, près des trois quarts marquent plutôt leur mécontentement à l'endroit du gouvernement Johnson. C'est donc dire que, au cours des années d'existence du R.I.N., les militants du parti ont pu se montrer plus favorables aux actions entreprises par le gouvernement Lesage qu'à celles du gouvernement Johnson.

Si l'on tient compte de la scolarité, on peut remarquer une différence très nette dans le degré de satisfaction à l'égard de ces deux gouvernements, selon les niveaux de scolarité des militants, comme l'indique le tableau 5.

Tableau 4

Satisfaction ou mécontentement des militants rinistes à l'égard des gouvernements Lesage et Johnson (en pourcentages)

Satisfaction ou non	Gouvernement Johnson	Gouvernement Lesage
Très satisfaits	3.6	1.4
Plutôt satisfaits	62.3	22.7
Plutôt mécontents	27.7	51.4
Très mécontents	4.6	22.7
Ne répondent pas	1.8	1.8
Total	100.0	100.0
N =	(220)	(220)

Tableau 5

Satisfaction ou mécontentement à l'égard des gouvernements Lesage et Johnson, selon le degré de scolarité des militants rinistes (en pourcentages)

Satisfaction ou non	Scolarité							
	10 ans ou moins		Secondaire Technique Spécialisé		Cours classique ou collégial (B.A.) Brevet d'enseignement. Diplôme équiv. B.A.		Diplôme universitaire supérieur au B.A.	
	Lesage	Johnson	Lesage	Johnson	Lesage	Johnson	Lesage	Johnson
Très et plutôt satisfaits	46.4	32.1	60.2	25.3	74.0	26.0	76.9	17.3
Très et plutôt mécontents	53.6	67.9	38.6	73.5	26.0	74.0	19.2	78.8
Ne répondent pas	0.0	0.0	1.2	1.2	0.0	0.0	3.9	3.9
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
N =	(28)	(28)	(83)	(83)	(54)	(54)	(52)	(52)

On peut tirer les conclusions suivantes de ce tableau : à l'endroit du gouvernement Lesage, la satisfaction augmente avec la scolarité et le mécontentement décroît, alors que c'est l'inverse pour le gouvernement Johnson. En outre, peu importe le niveau de scolarité, le pourcentage des militants satisfaits du gouvernement Lesage est toujours supérieur à celui des militants satisfaits du gouvernement Johnson et l'inverse est vrai en ce qui a trait au mécontentement. Enfin, si l'on tient compte des niveaux inférieur et supérieur de scolarité, on peut constater que la différence entre les extrêmes est plus considérable dans le cas du gouvernement Lesage (de 46.4% à 76.9% et de

53.6% à 19.2%, selon qu'il s'agit de la satisfaction ou du mécontentement) que dans le cas du gouvernement Johnson (de 32.1% à 17.3% et de 67.9% à 78.8% respectivement).

Nous voudrions aussi souligner que les militants de Montréal et de sa banlieue sont, dans l'ensemble, légèrement plus satisfaits du gouvernement Lesage et du gouvernement Johnson que ne le sont ceux qui résident en province, y compris à Québec même. Nous aurions pu nous attendre à un mécontentement plus vif à Montréal qu'en province, alors que c'est l'inverse qui se produit, bien que la différence entre les deux groupes soit assez faible, comme nous le montre le tableau 6.

Tableau 6

Satisfaction ou mécontentement à l'égard des gouvernements Lesage et Johnson, selon le lieu de résidence des militants rinistes (en pourcentages)

Satisfaction ou non	Lieu de résidence			
	Montréal et banlieue		Ailleurs en province	
	Lesage	Johnson	Lesage	Johnson
Très et plutôt satisfaits	66.7	25.0	65.3	22.8
Très et plutôt mécontents	30.8	71.7	33.6	77.2
Ne répondent pas	2.5	3.3	1.1	0.0
Total	100.0	100.0	100.0	100.0
N =	(120)	(120)	(92)	(92)

Cette satisfaction ou ce mécontentement des militants rinistes traduit certes une orientation favorable ou non et donc une volonté de soutien ou de non-soutien à l'égard des autorités en place. Mais cette volonté d'appui ou de non-soutien ne s'attache pas nécessairement aux seuls problèmes constitutionnels, mais plutôt à l'ensemble des actions entreprises par ces deux gouvernements au cours de leur mandat - elle englobe donc aussi les initiatives économiques, sociales et culturelles.

Ainsi, on pourrait croire qu'une bonne majorité des militants rinistes a pu, dans l'ensemble, apporter son soutien à l'action entreprise par le gouvernement Lesage à tous les niveaux, alors qu'une minorité seulement s'estime satisfaite du travail accompli par le gouvernement Johnson et que c'est plutôt dans le domaine politique (surtout du nationalisme) que l'Union Nationale a pu recevoir l'appui de ces militants (Cf. tableau 2).

On peut ajouter à cette orientation générale à l'égard des gouvernements Lesage et Johnson une position particulière des militants rinistes sur le problème de la réforme de l'éducation. À cet égard, 15% des répondants affirment

accepter entièrement les réformes du système d'éducation effectuées par le gouvernement Lesage, alors que 50.9% acceptent ces réformes, tout en estimant qu'il faudrait y apporter quelques modifications. Par contre, 28.6% croient qu'il serait nécessaire d'y apporter plusieurs modifications et 2.7% seulement n'acceptent pas du tout ces réformes, le reste fournissant d'autres réponses ou refusant de répondre.

C'est donc dire que la majorité des répondants accepte dans l'ensemble la mise en oeuvre du rapport Parent, identifiée ici à une politique du gouvernement Lesage. En conséquence, on peut en conclure que, du moins sur cette question controversée, les militants rinistes accordent leur appui à la réforme de l'éducation entreprise par le gouvernement libéral de l'époque.

Enfin, appelés à préciser pour quel parti ils avaient voté lors des élections de 1962 sur la nationalisation de l'électricité, 50% des répondants affirment avoir voté pour le Parti Libéral contre 3.6% seulement pour l'Union Nationale, 4.1% ayant voté pour un autre candidat, 2.3% ayant annulé, 2.7% s'étant abstenus volontairement et 37.3% n'ayant pas voté parce qu'ils ne pouvaient pas le faire (âge ou autres raisons). Ce qui est aussi le signe d'un appui assez large à la politique du gouvernement libéral de l'époque.

En somme, les chiffres cités ici indiquent que les militants rinistes ont accordé un soutien plus grand au gouvernement Lesage qu'au gouvernement Johnson. Ce soutien peut résulter de deux facteurs. D'abord, le gouvernement libéral a été identifié à la « révolution tranquille ». Dès lors, on pourrait croire que les militants du R.I.N. ont accordé leur appui à cette équipe parce qu'ils acceptaient les réformes entreprises à cette époque, tels la réforme du système d'éducation, la nationalisation de l'électricité, le développement et l'amélioration de la fonction publique, etc. Ce qui n'a pas empêché le R.I.N. de critiquer fortement plusieurs décisions prises par le gouvernement Lesage, en particulier au cours des dernières années de la « révolution tranquille » (surtout à partir de 1963, date où le R.I.N. est devenu parti politique) et, d'une façon plus marquée, au cours de la campagne électorale de 1966.

En outre, il est plus facile de juger les actes du dernier gouvernement que ceux de l'équipe précédente. À cet égard, on pourrait croire que la mémoire collective des gens oublie rapidement les faits et gestes des gouvernements précédents. Il devenait plus facile pour les militants rinistes d'apprécier la conduite de l'équipe unioniste que du gouvernement libéral puisqu'il fallait alors remonter moins loin dans le temps, d'autant plus que le gouvernement unioniste ne pouvait pas être identifié à la « politique de grandeur » de la « révolution tranquille » et que sa cote de popularité était alors à la baisse.²³

Malgré tout, en dépit d'appuis occasionnels accordés à certaines actions entreprises par les autorités politiques québécoises et en dépit d'une relative

²³ Notre questionnaire a été administré en avril 1970, peu avant les élections provinciales du 29 avril qui ont amené un déclin assez fort de l'Union Nationale.

satisfaction à l'égard du gouvernement Lesage, le R.I.N. - tant par la voix de ses dirigeants que de ses militants - a cherché avant tout à saper les soutiens à l'égard des autorités en place et des structures existantes, en formulant des exigences politiques, économiques et culturelles, qui pouvaient difficilement être acceptées par ces autorités.

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Dans la logique eastonienne, une demande appelle une réponse. C'est pourquoi, après avoir dégagé les principales exigences formulées par le R.I.N. et ses militants, nous avons analysé les réponses des partis au pouvoir qui agissaient alors en tant qu'autorités politiques. Comme nous l'avons souligné à quelques reprises, nous pouvons plus facilement établir la liaison demande-réponse sur le plan constitutionnel et linguistique que sur le plan socio-économique. Nous croyons qu'il existe une certaine relation entre les exigences des partisans de l'indépendance et de l'unilinguisme et les réponses des autorités en ces domaines, bien que d'autres groupes aient, à l'occasion, formulé les mêmes revendications, surtout au plan linguistique. Nous pensons que les autorités politiques ont voulu répondre, positivement ou négativement, à certaines exigences du R.I.N. ou à des idées lancées par le R.I.N. et reprises par d'autres groupes, même si ces réponses pouvaient s'inscrire en même temps dans le développement politique des années 60. Nous estimons, en effet, que le R.I.N. fut un élément actif de la « révolution tranquille », tout en profitant des changements survenus au cours de cette période, bien qu'il soit difficile de préciser la part respective de chacun.

Nous n'irions pas cependant jusqu'à accepter intégralement cette affirmation d'André d'Allemagne mettant en rapport le R.I.N. et les autres partis politiques :

Par son existence même, par son action, le R.I.N. a été le principal facteur de politisation de la société québécoise. À notre peuple asservi, il a donné l'exemple de la dignité et de la révolte. L'exemple aussi de la réflexion. Depuis quelques années, toutes les prises de position, toutes les revendications des partis politiques et des divers organismes nationaux : nationalisation de l'électricité, planification économique, unilinguisme etc. (la liste serait sans fin) font simplement écho aux idées lancées par le R.I.N. depuis sa fondation, il y a cinq ans. ²⁴

Que le R.I.N. ait été un important facteur de politisation, nous en convenons. Qu'il ait donné l'exemple de la dignité et de la réflexion, nous en convenons aussi. Mais que toutes les prises de position et toutes les reven-

²⁴ Dans *L'Indépendance*, vol. 3, n° 7, 20 août 1965. C'est nous qui soulignons.

dications des partis politiques aient fait simplement écho aux idées lancées par le R.I.N., nous en doutons fortement, sans chercher toutefois à minimiser le rôle important joué par ce parti comme catalyseur de la vie politique québécoise. Ce serait alors nier toute inspiration politique aux partis existants et toute volonté de réforme aux partis au pouvoir. Nous pensons même que, durant les premières années de la « révolution tranquille », le Parti Libéral au pouvoir a cherché avant tout à formuler et mettre en œuvre des politiques nouvelles, bien plus qu'il n'a cherché à répondre à des demandes précises.

Il faut aussi ajouter que les autorités politiques ont pu refuser de répondre à des exigences du R.I.N. pour un certain nombre de raisons, comme la disponibilité limitée des ressources et le temps mis à leur disposition. Sur le plan politique, une raison nous semble dominante : le faible contrôle des sanctions par le R.I.N., en particulier du vote populaire. Tant que ce parti ne pouvait se réclamer que d'une faible partie de la population, il avait peu de chances de voir ses revendications acceptées par les autorités. Tant que la solution de rechange que constituait l'indépendance n'avait pas gagné l'adhésion de la majorité des Québécois, il était peu probable que les autorités aient pu consentir à répondre d'une façon adéquate aux nombreuses exigences du R.I.N., ce qui devait inévitablement se répercuter sur le niveau des soutiens.

D'ailleurs, en tant que parti d'opposition, le R.I.N. s'est moins contenté de rechercher le pouvoir que de transformer le système. Comme tel, il a formulé des exigences qui, par leur contenu, ont provoqué une surcharge dans le système, ce qui a pu contribuer au déclin du soutien à l'égard des autorités politiques. Mais le R.I.N. a aussi cherché, par ses revendications, à saper les soutiens à l'égard des structures d'autorité et de certaines normes du système, de façon à faire accepter ses propres exigences de la part d'un plus grand nombre de membres de la communauté politique québécoise et, par là, des autorités elles-mêmes.

En s'adressant à l'opinion publique, aux *mass media*, aux groupes de pression, aux autres partis politiques, le R.I.N. a voulu convaincre l'ensemble de la population et imposer ainsi une pression si forte sur le système qu'elle pourrait éventuellement en provoquer l'éclatement, puisque son travail d'éducation populaire visait en grande partie à corroder les soutiens à l'égard du système politique et de ses autorités.

Ainsi, l'action du R.I.N. peut être considérée comme significative dans le système politique québécois à un double niveau : d'abord, par leur travail d'éducation populaire, les militants cherchaient à faire accepter, par un plus grand nombre de personnes, leur programme et leurs revendications, de façon à ce que les autorités politiques puissent y répondre éventuellement d'une façon positive. Ensuite, par ce même travail d'éducation et d'appel à l'opinion publique, les militants cherchaient à saper les soutiens à l'égard des autorités et des structures politiques de façon à rendre moins « légitime » le système politique québécois tel qu'il existait alors. C'est donc au niveau d'une éducation politique et d'une action « contre-légitimatrice » que l'action du

R.I.N. et de ses militants prend toute sa signification dans le système politique québécois.

Annexe

[Retour à la table des matières](#)

Une partie de notre recherche empirique se fonde sur un questionnaire envoyé par la poste à 564 anciens militants du R.I.N. De ce nombre, 96 questionnaires nous sont revenus par suite de mauvaises adresses, puisque les listes disponibles dataient déjà de plus de deux ans. Sur un échantillon de 468 personnes qui auraient pu répondre, 222 l'on fait effectivement, soit un taux de réponse de 47.4%, ce qui est très satisfaisant pour ce genre d'enquête. Cependant, pour cette étude, nous n'avons retenu que 220 questionnaires (taux de 47%).

Les questionnaires ont été envoyés entre le 13 et le 17 avril 1970, soit avant les élections provinciales du 29 avril 1970. La majorité des réponses (142) nous est parvenue le ou avant le 1er mai de sorte qu'elles n'ont pas été influencées par les résultats des élections, si l'on tient compte des délais postaux habituels. Quant aux autres réponses qui nous sont parvenues après cette date, nous les avons comparées sommairement à celles qui nous étaient déjà parvenues et nous n'avons pas décelé de différences significatives entre les deux catégories de répondants, sinon que les commentaires étaient plus nombreux et plus élaborés après les élections.

La constitution de notre échantillon nous a posé un problème assez particulier. Il nous a été impossible d'obtenir une liste complète des membres du R.I.N. à partir de laquelle nous aurions pu établir cet échantillon. Une telle liste existe effectivement et elle a été déposée aux archives de la Bibliothèque nationale du Québec, mais elle est entourée du « secret de trente ans ». Ce qui nous a obligé à procéder autrement. Nous avons d'abord obtenu une liste, datant d'août 1967, de ceux qui occupaient des postes dans les exécutifs de comtés, évidemment là où le R.I.N. disposait d'une certaine organisation. Cette liste principale (370 noms environ), qui couvre toutes les grandes régions du Québec (de la Gaspésie à l'Abitibi), a été complétée par deux autres listes, l'une des membres du R.I.N. - Ahuntsic (150 membres) et l'autre d'un certain nombre de militants de la région métropolitaine de Québec (45 noms). Quant au choix du comté d'Ahuntsic, il s'explique facilement par le fait que ce comté était doté de l'une des organisations les plus dynamiques du R.I.N. et qu'il était assez représentatif des membres rinistes au niveau de la région de Montréal, cette région étant elle-même majoritaire au sein du R.I.N. C'est

donc dire que notre échantillon n'est pas un échantillon au hasard selon les critères généralement reconnus en ce domaine.

Cependant, après recoupement avec certaines données socio-économiques retrouvées dans les archives du parti et une analyse du vote riniste (ce qui déborde le cadre des militants, mais le recoupe aussi), nous croyons que notre échantillon est assez représentatif - au sens non statistique du terme - des militants du R.I.N.

D'autre part, nous croyons (et notre enquête le confirme largement) que, dans l'ensemble, la « population riniste » était assez homogène, qu'elle adoptait des attitudes plutôt similaires sur le parti et à l'égard des autorités politiques québécoises, qu'elle réagissait d'une façon assez identique aux problèmes majeurs du R.I.N., même si certaines crises ont ébranlé sérieusement le parti. Ce qui vient donc atténuer la nécessité d'un échantillon strictement au hasard. Nous croyons - sans pouvoir le vérifier - qu'un échantillon aléatoire aurait donné sensiblement les mêmes résultats que notre échantillon dû au seul « hasard » des listes disponibles.

En outre, plus la population est homogène, plus l'échantillon peut être petit (Cf. Charles H. Backstrom et Gerald D. Hursh. *Survey Research*, Northwestern University Press, 1971, pp. 25-26). Bien qu'il soit difficile d'obtenir des données précises sur l'ensemble étudié, il semblerait, selon les estimations les plus probables (résultant d'une interview avec Pierre Renaud, ancien directeur national du R.I.N., le 26 septembre 1969), que la « moyenne » des membres du R.I.N. se situerait autour de 5000 avec des « pointes » de 7 à 8000 et de 2 à 3000 membres. De ce fait, notre échantillon de 468 militants représenterait un peu moins de 10% des membres. Le taux effectif de réponses situerait notre échantillon à un peu moins de 5% de l'ensemble étudié, ce qui nous semble suffisant pour dégager certaines généralisations.

Fin du texte